

Accord professionnel
INDUSTRIES
ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

ACCORD NATIONAL DU 6 JUIN 2005
PORTANT REVALORISATION DU SALAIRE NATIONAL DE BASE
NOR : ASET0550858M

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord, établi conformément aux dispositions de l'article L. 713-1 du code du travail, s'inscrit dans le cadre de l'article 9 du statut national du personnel des industries électriques et gazières selon lequel le salaire national de base (SNB) applicable à l'ensemble des agents soumis à ce statut est fixé par voie d'accord collectif de branche.

Article 2

Champ d'application

Le champ d'application professionnel du présent accord est identique à celui défini pour le statut national du personnel des industries électriques et gazières par les articles 47 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 et 1^{er} dudit statut.

Le présent accord s'applique en France métropolitaine ainsi que dans les départements et territoires d'outre-mer.

Article 3

Revalorisation du SNB

3.1. Revalorisations du SNB

Les parties signataires du présent accord conviennent des modalités suivantes de revalorisation du SNB pour l'année 2005 :

- augmentation de 0,575 % au 1^{er} février 2005, soit un montant du SNB égal à 430,53 € ;
- augmentation de 0,925 % au 1^{er} juillet 2005, soit un montant du SNB égal à 434,51 € ;
- augmentation de 0,3 % au 1^{er} septembre 2005, soit un montant du SNB égal à 435,81 €.

3.2. Résorption de la « prime exceptionnelle de compensation de la hausse de la cotisation retraite »

Les modalités de revalorisations arrêtées à l'article 3.1 ci-dessus traduisent la volonté des signataires de réintégrer progressivement dans le SNB l'avantage accordé aux salariés actifs depuis janvier 2005 dans le cadre de la recommandation patronale du 11 janvier 2005, prévoyant le principe d'une « prime exceptionnelle de compensation de la hausse de la cotisation retraite ».

A cette fin, l'UFE et l'UNEmIG s'engagent à prendre avec les employeurs de la branche les mesures nécessaires pour ramener cette prime de 4,5 % à 3,95 % de la rémunération principale dès le 1^{er} juillet 2005.

3.3. Bilan de l'année 2005 et négociation 2006

Les signataires conviennent qu'un bilan de la mise en œuvre du présent accord sera présenté à l'ensemble des organisations syndicales représentatives au plan national dès le mois de novembre 2005, préalablement à l'ouverture d'une négociation de revalorisation du SNB pour 2006.

Au cours de cette négociation seront examinées les conditions d'une nouvelle résorption au cours de l'année 2006 de la « prime exceptionnelle de compensation de la hausse de la cotisation retraite ».

Article 4

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée : il cessera de produire tout effet le 1^{er} janvier 2006.

Article 5

Notification, dépôt et entrée en vigueur

A l'issue de la procédure de signature et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de l'accord.

A l'expiration d'un délai de 15 jours suivant cette notification, le présent accord fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de dépôt et de publicité prévues aux articles L. 132-10 et L. 135-7 du code du travail.

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt auprès des services compétents.

Article 6

Extension de l'accord

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord aux ministres chargés de l'énergie et du travail, dans les conditions prévues à l'article R. 713-1 du code du travail.

Fait à Paris, le 6 juin 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFE ;

UNEmIG.

Syndicat de salariés :

CFDT.